

*L'ajournement*

Comité des pêches, le 20 décembre 1989, qu'il n'aimait pas que des quantités de poisson ne soient pas pêchées.

Il y avait 5 000 tonnes métriques: 1 000 tonnes métriques d'aiglefin, 3 000 tonnes métriques de goberge et le reste en morue que la pêche hauturière n'avait pas pris au milieu de décembre. Pourtant le gouvernement a refusé en septembre, octobre, novembre et décembre de les allouer aux localités côtières qui dépendent de ce poisson. Voilà pour une région.

Le plan de gestion de 1990 comportait les mêmes erreurs. La deuxième chose que fait un plan de gestion, c'est d'établir une répartition par bateau. Cela n'a aucun sens. La plupart des pêcheurs qui n'ont pas pêché depuis six mois ne vont vouloir aller capturer leurs 20 000 ou 10 000 livres de poisson par sortie que pour prendre le meilleur poisson. C'est ce qu'il leur faudra faire pour survivre durant toute l'année. Or, c'est ce que le plan de gestion propose encore une fois pour cette année.

Le deuxième point dont le gouvernement n'est pas capable de s'occuper est la commercialisation. Nous n'obtenons rien du gouvernement actuel sauf son attribution de 100 000 tonnes métriques d'espèces sous-exploitées aux fins de développement. Depuis 1985, la capacité de commercialisation du ministère des Pêches a diminué, sauf en ce qui a trait à la collecte de renseignements pour définir la politique du ministre.

Il n'y a aucune nouvelle incitation à aider les entreprises qui n'ont pas les moyens d'effectuer des études de marché pour les espèces sous-exploitées. En fait, avec l'Accord de libre-échange, nous ne pouvons même pas faire ça sans risquer de froisser les États-Unis. Pour soutenir notre industrie périlante, nous n'avons pas, au Canada, de stratégie de commercialisation du poisson. Qu'il suffise de mentionner le cas du homard. Nous devons nous contenter de jouer un rôle de spectateurs, sans bénéficier de la moindre aide directe à la commercialisation, de crainte d'indisposer les Américains.

J'ai étudié leur comportement. Ils parlent de notre poisson comme si nous ne le soumettions à aucune inspection sanitaire ou autre. Dans des annonces, ils disent: «Vous ne voudriez pas manger de ce poisson-là.» Pourtant notre gouvernement ne fait rien pour protéger des rentrées de milliards de dollars dans cette industrie canadienne.

Nous, de l'opposition, ne voyons personne de l'autre côté prendre l'initiative d'imposer des droits compensateurs. Je vous le dis, monsieur le Président, le gouvernement doit absolument s'intéresser à qui pêche actuellement des espèces moins recherchées. C'est un marché européen qui est visé. Pourquoi donc ne pas mettre en valeur ce marché? Pourquoi donc nous gendarmier de la présence des étrangers chez-nous quand nous pouvons très bien pratiquer cette pêche hauturière.

Nous disposons des moyens voulus pour capturer et transformer chez-nous les espèces de poisson moins recherchées. Si par le passé le gouvernement avait favorisé la commercialisation de ces espèces, les localités comme celle de Lockeport n'éprouveraient pas les ennuis actuels. Nous n'aurions pas à supplier les Russes qui pratiquent la pêche en-deçà de notre zone de 200 milles, d'apporter leur morue, leur aiglefin et leur goberge à nos usines de transformation. C'est nous, qui au lieu des Russes, pêcherions ces espèces moins recherchées. Nous devons indéniablement créer de nouveaux marchés, au risque d'indisposer les Américains.

Je tiens simplement à dire que j'ai été témoin de la grande misère qui en a résulté. Je ne peux plus supporter d'entendre le premier ministre du Canada déclarer aux gens de l'Est que nous sommes dorénavant dépossédés de cette ressource naturelle et renouvelable qu'est le poisson et que nous devons chercher notre fortune dans d'autres secteurs, sur la côte est. Il y a dans les provinces de l'Atlantique des régions entières qui éprouvent de très grandes difficultés et qui sont incapables d'accepter l'orientation que le gouvernement actuel donne à sa politique. Je dirai aux agriculteurs de l'Ouest qu'ils ont eu bien de la chance d'obtenir une aide financière d'un milliard de dollars et j'espère sincèrement qu'une fois la sécheresse terminée, ce ne seront pas les grandes entreprises qui dicteront la conduite du gouvernement à leur égard, comme c'est le cas à l'heure actuelle dans l'Est, au grand dam de toutes les localités côtières et de leurs pêcheurs.

**Mme Dorothy Dobbie (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien):** Monsieur le Président, je suis heureuse de répondre à la question de la députée. Comme elle le sait très bien, notre gouvernement se préoccupe beaucoup des Canadiens qui vivent dans les provinces de l'Atlantique. Le premier ministre s'intéresse beaucoup à eux et se soucie de leur bien-être.